



# Le Canut Sans Cervelle

Journal à parution irrégulière mais toujours appréciée.

## Résistance !

Le compte à rebours de la destruction de la DGFIP est enclenché.

Trésoreries, SIP, SDIF, contrôle fiscal, services de direction, etc... Tous les services et toutes les missions sont dans l'œil du cyclone. Les premiers exemples connus de la « géographie revisitée » dans la Creuse ou la Corrèze laissent entrevoir l'étendue du carnage à venir.

Pour les agents c'est la même chose: si les projets gouvernementaux aboutissent, ils conduiront à la fin du statut de fonctionnaire pour les nouveaux agents, mais aussi pour nombre d'anciens. Olivier DUSSOPT, secrétaire d'Etat à la fonction publique, nous le dit : « nous engageons des changements profonds en facilitant largement le recours aux contractuels, en introduisant la rupture conventionnelle et en créant les outils pour les plans de départs volontaires ». De surcroît pour nous, agents de la DGFIP, c'est la fin programmée des droits en matière de mutations choisies, la perte du régime indemnitaire et des plans de qualifications, l'accélération massive des suppressions d'emplois ... Là aussi le gouvernement se dote des outils adéquats : suppression des CAP pour les mutations et la notation, fusion des CHSCT et CT.

**Rappelons que l'Administration ne nous a jamais donné les droits que nous avons. C'est par une succession de luttes collectives que nous les avons arrachés. Et ce ne sont pas les syndicats seuls qui ont gagné car rien n'aurait été possible sans la mobilisation massive des agents.**

L'heure est donc venue de toutes et tous se rassembler pour résister. Nous avons déjà commencé par des grèves et manifestations mais chacun comprend qu'il en faudra bien plus pour réussir.

Chacun doit bien entendre que si nous laissons faire, nous serons TOUS perdants.

## Le P.A.S. au P.R.S.

Comme les SIE, les PRS ploient depuis mars sous des dizaines de kilos d'Avis de Mise en Recouvrement (AMR) concernant le PAS non reversé par les entreprises. Sauf que la Direction démontre une fois de plus tout l'intérêt qu'elle accorde aux PRS, **puisque ces agents n'ont d'une part jamais bénéficié de la formation PAS accordée aux seuls SIP et SIE** ; ils sont de plus la plupart du temps oubliés des destinataires d'envoi des notes liées au PAS, **et ils n'ont surtout pas eu droit à la prime PAS de 200 € !** Ils devront pourtant assumer toute leur part dans la gestion du recouvrement du PAS...

**Solidaires Finances Publiques demande à ce que les agents des PRS soient formés au PAS et plus largement réclame l'attribution à tous de la prime P.A.S et son intégration pérenne à l'IMT.**



**CONTRÔLE FISCAL : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS**

Nous avons tous pu constater l'augmentation continue des objectifs quantitatifs demandés aux vérificateurs pour cette « campagne » 2019 après la hausse de 2018 « justifiée » par une note de la DG de décembre 2017.

Notre hiérarchie interpellée sur cette nouvelle hausse parle d'adapter nos méthodes de travail, de revoir nos modalités d'intervention (les fameux « points d'impact ») au détriment de la Vérification Générale (avec une chute des droits rappelés fortement prévisible), attend tout de son tropisme technicien avec le « data-mining »\* (qui peine pourtant à faire ses preuves depuis presque 4 ans qu'il a été amorcé) selon lequel la machine vaut plus que l'humain ....

Mais elle ne répond jamais sur le fond, s'attache uniquement au « travail prescrit », vision purement technocratique sans lien avec le « travail réel » des vérificateurs, de leurs contraintes matérielles, procédurales, humaines...

Rappelons qu'en 2000, lors de l'application de la loi AUBRY de réduction du travail (dite des 35 heures) à feu DGI, il avait été « négocié » que le nombre de vérifications par vérificateurs passe de 14 à 12.

Cet « accord » s'est rapidement révélé être un marché de dupe avec l'ajout continu de charges diverses résultant des suppressions d'emplois (secrétariat de brigade, objectifs d'auto-programmation pour suppléer les emplois supprimés en PCE ...) et de l'arrivée d'applications chronophages, lourdes et inutiles (RIALTO, MEMO ...).

Et voilà que désormais l'administration assume pleinement une augmentation des cadences en rétablissant l'objectif de 14 vérifications par vérificateurs alors que, comme tous les autres agents de la DGFIP, ils ont vu leur rémunération régresser depuis 20 ans, leurs conditions de travail se dégrader, leur reconnaissance s'évaporer, leurs perspectives de progression et de promotion réduites à néant, la défiance de l'administration à leur égard s'accroître.

Et pour couronner le tout, la loi ESSOC (avec en sus l'expérimenta-

tion de la limitation à 9 mois sur 3 ans de la durée des contrôles administratifs en Rhône-Alpes) vient alourdir le travail des vérificateurs. Elle complexifie l'organisation du travail au risque d'une fragilisation dangereuse de la procédure, voire de menacer le principe même du contrôle fiscal. De plus, pour l'instant aucune formation n'est prévue sur ce « big-bang » procédural pour l'ensemble des agents de contrôle (agents des brigades et des PCE, agents des PCR, des SIP...) qui doivent pourtant déjà appliquer ces nouvelles procédures en vigueur depuis août 2018 !!!

En effet, une note DG de janvier 2019 accompagnée d'une rafale d'autres parues en mars ont été diffusées au réseau sans aucun commentaire de la Direction locale, celle-ci minimisant l'impact de cette loi avec une désinvolture trahissant le mépris à l'égard des agents et de leur mission de contrôle.

Ce sabotage qui laisse les vérificateurs et leurs cadres intermédiaires à l'abandon permettra de mieux justifier les très prochaines coupes sombres envisagées dans le CF et désigner les vérificateurs, en parfaits boucs émissaires, comme responsables de cet échec organisé.

Il sera facile de laisser l'avion du contrôle fiscal ainsi s'écraser avec ses victimes.

N'insultez pas notre intelligence, face à votre mauvaise foi, les vérificateurs ont bien décelé vos manœuvres frauduleuses !!!!

**Y a-t-il vraiment un pilote dans l'avion ???!!!**

\* « exploration de données » qui vise à utiliser un ensemble d'algorithmes pour construire des modèles à partir des informations fiscales issues des différentes déclarations en vue de faire de la programmation.

**BIENTÔT SUR TOUTES LES ROUTES DE FRANCE...**



**FP**  
DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

**L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA SECTION**

**SE TIENDRA LE VENDREDI 17 MAI 2019**

**A 9H00**

**A L'AMPHITHEATRE**

**DE LA CITE ADMINISTRATIVE D'ETAT**

**DE LA PART-DIEU.**

Adhérents ou non, chacun peut y participer et bénéficie d'une journée d'autorisation d'absence.

Dans la période troublée que nous traversons, nous ferons le point sur l'actualité et en débattrons.

## MOBILISATION DES ELUS DE SOLIDAIRES FINANCES AU CDAS.

Le 20 mars 2019, le CDAS était convoqué pour la première fois avec les nouveaux et nouvelles élus de Solidaires Finances suite aux élections de décembre 2018.

L'ordre du jour portait essentiellement sur le budget 2019 et les actions sociales à venir (mini colo, arbre de Noël).

Malheureusement, force est de constater que l'action sociale n'échappe pas aux restrictions qui s'abattent sur le ministère des finances :

- suppressions d'emplois au sein des délégations de l'action sociale : les délégués sont en permanence débordés et là aussi, il faut tout faire avec moins d'agents ;
- diminution du budget de 5 %: moins de budget c'est moins d'action sociale. En 2019, ce sont 3,5 millions d'euros de baisse au niveau national; à savoir 1 million de subvention ALPAF et 2,2 millions de baisse pour les investis-

sements immobiliers.

De plus, cette réunion se déroulait en pleine période de mobilisations et de grève au sein du ministère : Douanes, DGFIP (grèves du 14 et 28 mars), fonction publique (mobilisation du 19 mars)...

Au vu de ce contexte, Solidaires Finances et la CGT ont décidé de boycotter la réunion du 20 mars 2019. Une motion a été lue où la situation dramatique de l'action sociale était dénoncée.

Il a aussi été noté que les réunions CDAS se déroulaient le mercredi ce qui pénalise les agents en temps partiel. Le président n'a pas apprécié cette motion et ce boycott : il a menacé de convoquer les élus seulement le mercredi !!! Bon exemple de dialogue social.

Les élus ont par la suite quitté la séance et boycotté cette première convocation.

Les ministres ne cessent de réaffirmer l'importance de l'action sociale comme « pivot de la politique de ressources humaines ».

Dans les faits, l'action sociale est gérée uniquement sous l'angle comptable sans le moindre respect pour les bénéficiaires.

Face au mépris affiché du dialogue social tant au niveau ministériel que dans les services, les représentantes de Solidaires Finances refusent d'être reléguées au rang de simples spectatrices.

## Vos élus au CDAS

-Laurence Berliet-Colin, Corinne Buisson, Sonia Chetboun, Oriane Larcher, Carole Somny, Brigitte Tillier (DGFIP 69 et Dircofi),

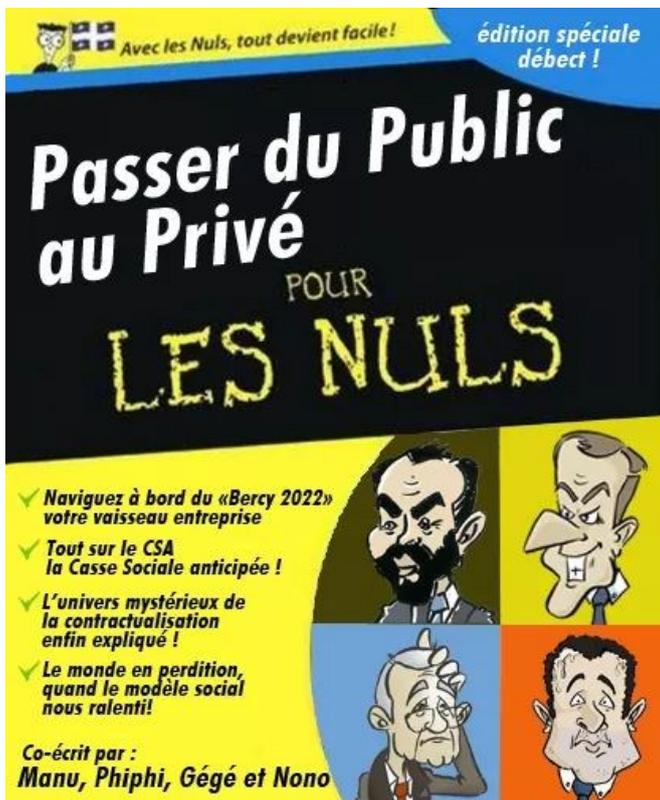
-Emmanuelle Galaitsis-Burnouf (Douanes) - Elise Bernert (INSEE)

## LECTURE : LE CHOIX DE LA REDACTION

DU CANUT:

INDISPENSABLE POUR VOS

VACANCES DE PAQUES



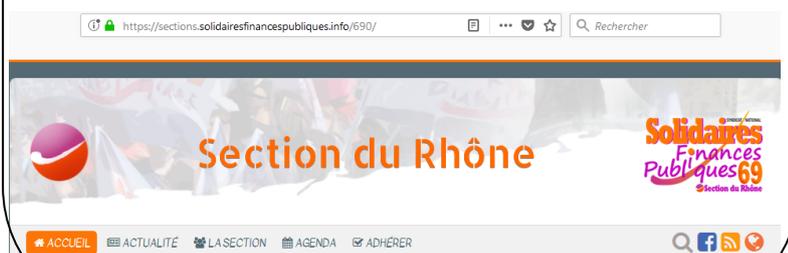
## SOLIDAIRES FIP RHONE : LE SITE LOCAL EST A VOUS.

Dans cette période de réformes mettant à mal nos missions et nos statuts, il est primordial pour nous de communiquer rapidement avec chaque agent adhérent ou pas afin de l'informer et de l'impliquer dans les grèves et les actions à venir.

Le site local de Solidaires Finances Publiques du Rhône a donc été mis en ligne, et nous vous invitons à vous y rendre. Vous y trouverez également les actualités de la section, son annuaire, vos élus...

Nul besoin de vous préciser que ce site est accessible sur vos postes de travail...

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/690/>



## LA DURE LUTTE CONTINUE

Depuis le début de l'année, les personnels de la DGFIP se mobilisent sur l'ensemble du territoire contre le démantèlement annoncé de cette dernière. La lettre de cadrage envoyée le 15/02 aux directeurs locaux préconise la mise en place de la « géographie revisitée » avec l'annonce de plus de 20 000 suppressions d'emplois. Les agents de la DRFIP du Rhône se sont mobilisés les 5 et 7 février, puis les 14 et 28 mars.

Lors de ces journées de mobilisation, les agents sont allés à la rencontre de la Direction locale afin d'exiger le projet de « géographie revisitée » dans le Rhône ainsi que le nombre de suppressions d'emplois à l'horizon du 31/12/2021.

La direction a affirmé n'avoir eu aucune information de la part de la DG sur le nombre de suppressions d'emplois à la DRFIP du Rhône et refuse de dévoiler son projet de nouvelles implantations de services.

Au vu des premières annonces dans les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne, cela n'augure rien de bon.

Nous étions nombreux à la manifestation parisienne du 28/03, la lutte doit continuer et se renforcer.

Tous ensemble pour obtenir le retrait du projet « Géographie revisitée » et conserver nos structures, nos emplois et nos missions !!!

# NOUS SOMMES TOUS TOULOUSAINS

## POISON D'AVRIL ?

Nous avons appris ce premier avril, on apprécie le sens du timing, que le directeur départemental de Haute-Garonne a informé les représentants de l'intersyndicale locale d'une saisine en référé du tribunal administratif visant les collègues ayant participé au blocage de plusieurs sites durant ces dernières semaines.

Preuve que le ridicule ne tue pas, l'objectif attendu est le déblocage par la force publique des piquets de grève, imaginaires, puisque aucune action n'est envisagée sur place cette semaine. On appréciera encore une fois le sens du timing, à ce niveau-là, ça confine au génie. Les collègues concernés ont vu débarquer les huissiers sur leur lieu de travail, voire à leur domicile pour les plus chanceux. Histoire d'amuser les enfants !

De bien belles méthodes, dont nous ne pouvons qu'être fiers, cela prouve qu'il reste, malgré les difficultés, une vraie cohésion dans notre pays. Le pouvoir administratif sachant collaborer efficacement avec le pouvoir politique...

**Mensonge, omerta, intimidation et provocation ! Une plongée sans concession au sein de la mafia ?**

**Non, au sein de la DGFIP !**



Puisque, même la Direction de Haute-Garonne a adoré les caricatures de nos camarades de Toulouse au point de les produire dans son mémoire en accusation devant le tribunal administratif, nous ne résistons pas au plaisir de les partager avec vous.

